

Les BRICS font un saut plus que numérique

Image not found or type unknown



Par Roberto Morejón

Face aux obstacles occidentaux qui empêchent le monde d'évoluer vers un nouvel ordre, la quinzième réunion du groupe des BRICS, qui s'est tenue à Johannesburg, a fait un pas important vers cet objectif, qui s'appuie sur la prise en compte des intérêts du plus grand nombre d'États.

Le groupement a fait un bond géopolitique prononcé en s'élargissant, dans une remise en cause marquée de l'unipolarité marquée par les États-Unis, sans qu'il s'agisse pour autant d'une confrontation.

Mais les BRICS ont progressé dans la construction d'un espace multilatéral, en termes financiers et commerciaux, sur la base d'une tendance à l'utilisation de leurs propres monnaies, et à la réduction conséquente de l'utilisation du dollar, l'arme favorite de Washington pour imposer des politiques et des sanctions.

Si le groupe fondateur des BRICS allait déjà dans ce sens, il pourra désormais le faire plus rapidement, avec l'ajout de l'Égypte, des Émirats Arabes Unis, de l'Iran, de l'Arabie Saoudite, de l'Éthiopie et de l'Argentine.

Le collectif des économies émergentes se développe dans le contexte d'un système financier en difficulté, avec le déclin des États-Unis et au mépris du système unilatéral conçu par le groupe des 7 pays les plus développés.

Ensemble, les 11 nations BRICS ont une population d'environ 3,7 milliards de personnes, jouent un rôle de premier plan dans l'ordre énergétique et représentent plus de 35 % du produit intérieur brut mondial.

Il ne s'agit pas de simples statistiques, mais d'un poids économique et géopolitique dans lequel peuvent s'insérer les revendications du Sud, jusqu'ici ignorées par les grands centres de pouvoir.

Comme l'a souligné le président sud-africain Cyril Ramaphosa, les BRICS ont ouvert un nouveau chapitre dans leurs efforts pour construire un monde juste, inclusif et prospère.

Dans cette perspective juste, on peut s'attendre à un appel à la réforme du Conseil de sécurité des Nations unies, du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.

Il s'agit d'aspirations accumulées dans le Sud, d'où l'intérêt manifeste de dizaines de pays à rejoindre le bloc.

Pour évaluer la portée du sommet de Johannesburg, l'avis du président brésilien, Luis Inacio Lula Da Silva, qui a décrit ce moment historique pour l'humanité dans lequel les pays du Sud sont pour la première fois en mesure d'affirmer leur force, est important.



Radio Habana Cuba